

Chères et chers collègues,

Tout d'abord, au nom des délégués et des salariés du site de Dudelange ici présents, nous tenons à remercier les élus locaux, les députés, les représentants politiques, nos militants et nos délégués d'ArcelorMittal et ceux d'autres entreprises qui sont tous là en signe de solidarité avec nous

Nous sommes tous ici réunis aujourd'hui :

- Pour soutenir les salariés de Dudelange ;
- Pour exiger une réponse rapide au problème Liberty ;
- Et pour obtenir enfin une solution pérenne pour le site de Dudelange et les emplois qui en dépendent.

**Les salariés de Dudelange en ont ras-le-bol de promesses jamais tenues ! Des investissements jamais réalisés ! Des mois et des années d'incertitudes !**

Cela fait maintenant presque trois ans que le feuilleton Liberty dure et la situation n'a jamais cessé de se détériorer. Gupta, GFG ou Liberty, autant de noms, mais toujours la même famille Gupta derrière, qui nous mène en bateau. Un bateau à la dérive, sur le point de couler.

Le capitaine du bateau, Gupta, a déjà depuis longtemps quitté le navire. Depuis l'inauguration en 2020, nous n'avons plus vraiment revu au Luxembourg. Et aux dernières nouvelles, il vit reclus à Dubaï, loin de tout. Il s'est juste permis d'envoyer un message vidéo aux salariés de Liberty pour leur dire qu'il « ne nous laissera pas tomber parce que nous sommes sa famille ». Quelle blague ! Remplacez le mot famille par « argent » cela correspondra plus à la réalité. La délégation locale et les syndicats ont demandé à le voir en personne, il n'a jamais répondu à notre demande et il a envoyé ses sbires.

Depuis le début, l'OGBL avait identifié les faiblesses du système Gupta. Il trainait déjà une mauvaise réputation avec lui. L'OGBL avait constaté l'absence d'un plan industriel digne de ce nom. Le système de Gupta repose uniquement sur l'endettement, pour agrandir un groupe et il utilise tous pleins d'outils financiers imaginables qui rappellent tous les travers de la crise financière de 2008.

Chaque nouveau site, comme Dudelange, a été racheté avec de l'argent emprunté. Le fonds de roulement et les investissements devaient tous être financés par de nouveaux emprunts. À aucun moment, il n'était question d'apports de la famille Gupta ou du groupe directement.

**Des dettes et encore des dettes, toujours plus de dettes sur le dos des sites ! Gupta aime jouer avec l'argent des autres, mais jamais avec le sien !**

Dans sa tête, tout cela allait finir à un moment ou un autre par s'autofinancer. Ainsi par miracle, cela allait permettre au groupe de rembourser ses dettes, faire des investissements et de bien rémunérer ses dirigeants. Ça ressemble plus à un coup de poker qu'à autre chose !

Derrière tout cela, il y avait une seule banque britannique, Greensill qui prêtait de l'argent au groupe. Nous avons encore aujourd'hui du mal à comprendre ce qui s'est réellement passé, et il semble que de nombreuses enquêtes sont en cours dans d'autres pays.

Une chose est néanmoins certaine, cette banque a déposé le bilan et a mis à nu toutes les faiblesses du système. Le château de cartes que l'OGBL avait identifié depuis le début a fini par s'effondrer.

Tous les jours nous découvrons de nouveaux scandales. Ainsi, le site Dudelange, tout comme d'autres sites du groupe, ont servi de garantie pour d'autres prêts pour financer les activités des sites pour racheter d'autres entités. Selon la presse, il semblerait que ces prêts ont également servi à financer le train de vie de la famille Gupta avec ses maisons de luxe et ses jets privés. Il voulait créer un empire industriel en ne pensant qu'au financier, or aujourd'hui tout s'effondre !

Ce qui est le plus dramatique, c'est que personne n'est en mesure de nous dire si le site de Dudelange appartient encore à Liberty ou au liquidateur britannique de Greensill qui peut débarquer à n'importe quel moment pour venir vendre les meubles ou le site tout entier !

Il apparaît également de plus en plus évident que si le site de Dudelange a tenu aussi longtemps grâce au chômage partiel et à différents pratiques financiers comme le factoring, le reverse factoring ou le financement de la chaîne d'approvisionnement. Cela permet à l'entreprise de disposer de liquidités rapidement, mais en y laissant à chaque fois quelques plumes puisque les intermédiaires financiers prennent à chaque fois leur marge au dépend du site.

Que dire également des multiples plans de relance que le groupe a tenté de nous vendre ? Le « Plan des 100 jours » qui ont duré plus de 100 jours, la « Route 66 » qui mène nulle part, le projet « Athéna » qui fait appel au divin, autant de projets boiteux qui n'ont jamais donné de résultats, mais qui exigeaient à chaque fois que les salariés fassent plus d'efforts.

Pour ce qui est des investissements, à Liège et à Dudelange, nous attendons encore les 100 Millions d'Euros promis début 2020. Que des annonces, toujours des annonces, rien derrière ! Le pire dans l'histoire, c'est que nous le sentions venir et que nous l'avions quasiment prédit.

**Le constat est là, l'aventure, ou plutôt la galère Liberty arrive à sa fin. Pour l'OGBL, il est temps de couper le cordon !**

Il y a trois ans, nous ne voulions pas de Liberty, mais la Commission européenne nous l'a imposée. La vente forcée et la séparation d'ArcelorMittal que nous avons, ensemble avec nos collègues belges et d'autres syndicats européens, critiquée et dénoncée.

D'autres offres existent et elles n'ont pas été prises en compte. Pourquoi ? Comment la commission a-t-elle pu faire confiance à Liberty, tout en sachant que Gupta avait déjà échappé de peu à la banqueroute quelques années plus tôt ?

Aujourd'hui, où est la Commission européenne qui a forcé la vente du Site de Dudelange ? Elle avait promis aux syndicats qu'elle surveillerait la reprise pour garantir la pérennité des sites et aussi qu'aucun emploi ne soit perdu. Or rien de cela, aucune réunion, aucun organisme de contrôle et aujourd'hui nous nous retrouvons tous dans cette situation et nous allons à grand pas vers la fermeture de sites et la perte d'emplois en Europe si rien n'est fait !

**Une chose est claire, c'est un échec total de la politique industrielle européenne et la Commission européenne doit en assumer les conséquences !**

Au moment où la commission déclare l'industrie comme essentielle et stratégique. Le COVID a démontré qu'il fallait réindustrialiser l'Europe. Ici, on laisse faire et on risque de laisser disparaître une partie de notre industrie.

La Commission, de loin, nous dit qu'elle surveille le dossier, mais nous n'avons pas reçu un seul message de leur part et nous attendons toujours un mea-culpa!  
**Qu'elle prenne enfin ses responsabilités !**

Au moment du rachat, Dudelange occupait environ 300 personnes, aujourd'hui le site n'emploie plus qu'environ 220 salariés. Gupta avait promis lors du rachat qu'il n'y aurait pas de pertes d'emplois, mais aujourd'hui nous constatons que tous les départs n'ont pas tous été remplacés, les contrats à durée déterminée n'ont pas été renouvelés ou transformés en contrat à durée indéterminée comme cela était prévu initialement.

**Les pertes d'emplois sont déguisées ! Et ici on ne compte pas tous les emplois des prestataires de services et des sous-traitants qui dépendent du site.**

Heureusement qu'au niveau national le public est là. Grâce aux aides financières COVID et grâce au mécanisme du chômage partiel, le site de Dudelange est encore là et les salaires ont pu être payés. Les emplois ont pu être sauvegardés jusqu'ici. Le même constat est fait dans d'autres pays. Mais pour combien de temps encore cela peut tenir ?

Dès la découverte des problèmes liés à Greensill, nous avons pris contact en urgence avec les ministères du Travail et de l'Économie pour demander leur appui. Les ministres ont entendu nos revendications et grâce à eux nous avons pu obtenir qu'aucun emploi ne soit perdu et que les salaires soient toujours payés en temps et heure. Eux, au moins ne nous en pas abandonnées.

**Pour l'OGBL, le temps est venu d'arrêter l'aventure Liberty !**

L'OGBL a rappelé à plusieurs reprises que le tabou des nationalisations doit être levé se cela permet d'éviter une fermeture et des pertes d'emplois. Gupta n'est pas en mesure de financer son entreprise et de la faire tourner, alors laissons quelqu'un d'autre le faire. Un retour vers ArcelorMittal ne doit pas non plus être écarté.

Aujourd'hui, Liberty refuse de vendre le site et espère que nous allons renflouer ses poches avec de l'argent public. Ce serait la pire des choses et ce serait inacceptable. Nous devons faire changer les choses. Si Liberty n'est pas en mesure de faire tourner l'entreprise, laissons quelqu'un d'autre le faire, mais cette fois-ci avec le contrôle de l'Etat luxembourgeois et sous surveillance des représentants du personnel.

Aujourd'hui, L'OGBL exige la cession des outils à de nouveaux repreneurs viables pour éviter la disparition de l'usine. La conjoncture est favorable, Liberty nous dit que les carnets de commande sont pleins, la demande est forte, les prix sont bons, mais le groupe n'est pas en mesure de payer les fournisseurs et les approvisionnements pour produire et faire de l'argent.

Aujourd'hui, plus de trois quarts ( $\frac{3}{4}$ ) des salariés sont au chômage partiel, non par manque de travail, mais parce que Liberty n'a pas les moyens de payer.

Dans tout cela : Nous ne savons dans certains cas pas si pouvons venir travailler demain ou la semaine prochaine. Nous ne savons pas si nous allons toucher notre prochain salaire. Chaque jour au chômage partiel est un jour pour lequel nous perdons au moins 20% de notre salaire sans compensation aucune. Nous ne savons pas si l'entreprise sera encore là le mois prochain ou à la rentrée. Nous ne savons pas si nous pourrions terminer notre carrière ici avant la retraite.

Ce que nous savons c'est que nos collègues de travail partent travailler dans d'autres entreprises à la recherche de plus de stabilité. Une partie du management a déjà ou est en train de quitter le navire.

Dans la presse, nous ne n'entendons parler que des déboires financiers de Gupta et de son groupe, mais, à quelques exceptions près, nos difficultés à nous sont oubliées.

Ce que nous voulons c'est un avenir pour notre site et la garantie que nos emplois soient sauvegardés. Ce qu'il arrivera à Gupta ou au groupe Liberty nous importe peu. Ce que nous demandons tous aujourd'hui, tous les salariés du site de Dudelange :

**Donnez-nous un avenir et laissez-nous travailler ! Nous voulons sauver le site de Dudelange, et surtout pas remplir les poches de la famille Gupta. Nous avons déjà assez donné !**